

LE PARTI SOCIALISTE, LA CFDT ET LA POLOGNE : ÉTUDE COMPARÉE

Claude Roccati

09/05/2019

La Fondation a réuni le 4 décembre 2018 de nombreux historiens et témoins à l'occasion d'une journée d'études consacrée au Parti socialiste et à l'international durant les années 1970, période charnière tant pour le socialisme français que pour la mondialisation économique et politique. Claude Roccati revient sur le positionnement du Parti socialiste face aux mouvements contestataires qui agitent la Pologne durant les années 1970, ses spécificités par rapport aux liens entretenus avec les autres démocraties populaires, et le compare au rôle très actif de la CFDT durant la même période.

Au cours de la décennie 1970, la Pologne se distingue parmi les démocraties populaires par la fréquence des mouvements sociaux qui l'agitent régulièrement, avec plus ou moins d'intensité. Les grèves ouvrières des années 1970 et 1976 en particulier révèlent l'ampleur de la contestation à l'égard du régime. Face à ces soubresauts, le Parti socialiste français reste assez silencieux, même après 1976. Le développement d'un mouvement dissident particulièrement actif formé autour du KOR (Comité de défense des ouvriers) et disposant de solides appuis en France ne modifie guère sa position alors que dans le même temps le parti affiche de plus en plus son soutien aux dissidents de Tchécoslovaquie ou de Russie. Ce qui apparaît comme un choix délibéré s'intègre dans une politique à l'égard de la Pologne qui peut être qualifiée de discrète. Une délégation technique s'est bien rendue en Pologne en 1972 pour préparer un voyage « officiel » de la direction du parti, mais celui-ci finalement n'a jamais eu lieu. Encore en 1980, le Parti socialiste est représenté au congrès du POUP (Parti ouvrier unifié de Pologne), ce qui attesterait du maintien des liens avec les socialistes polonais. Mais cette politique a laissé relativement peu de traces dans les archives du parti pour les années 1970 : quelques notes et correspondances en constituent l'essentiel. Pour analyser le rapport à la Pologne et parce que, par ailleurs, ces documents ne révèlent pas la perception de la situation du pays au sein du parti, nous avons entrepris d'étudier également la presse socialiste, ensemble que nous nous proposons de confronter à la politique de la CFDT menée en parallèle. Autre segment de la gauche non communiste, aux relations complexes avec le Parti socialiste en ces années 1970, ayant fait des choix sensiblement différents en ce qui concerne la Pologne, la centrale syndicale offre un intéressant point de comparaison. Si au début des années

1970 leur approche paraît assez similaire, très vite les deux organisations divergent sur la position à tenir et l'écart devient manifeste après 1976 quand la CFDT prend fait et cause pour les mouvements dissidents alors que le Parti socialiste, sans les négliger, se tient davantage en retrait. Nous essaierons d'en déterminer les raisons.

Le temps des précautions

La Pologne est secouée dès la fin de l'année 1970 par des troubles sociaux ; des grèves font suite à une annonce de la hausse des prix brutale, provoquant la colère des ouvriers et des mouvements de grève spontanée. Certes Wladislaw Gomulka doit démissionner pour laisser sa place à Edward Gierek mais la répression est sévère. Le Nouveau Parti socialiste (NPS) tient une position critique, son communiqué « condamne la répression qui a brutalement frappé les travailleurs [...]. [Le parti] la condamne d'autant plus fortement qu'elle est le fait d'un gouvernement qui se réclame du socialisme ». Face aux événements, la CFDT décide aussi d'une déclaration dans laquelle elle exprime sa solidarité avec les travailleurs qui protestent et dénonce la « sévère répression militaire et policière ». Elle aussi relève « un socialisme d'État dans lequel les possibilités d'expression et le pouvoir des travailleurs sont finalement limités » ; en particulier le droit de grève « indispensable à leur défense quel que soit le régime ». En regrettant aussi « le caractère partiel et insuffisant des informations », la CFDT se montre cependant davantage prudente. La confédération vient de signer un accord d'unité d'action avec la CGT et cela la conduit probablement à prendre quelques précautions. Néanmoins, alors que quelques semaines auparavant il était question d'organiser au premier semestre de l'année 1971 la visite d'une délégation confédérale en Pologne, sur invitation des syndicats, celle-ci n'a jamais eu lieu. Ce qui laisse penser – aucun document ne l'atteste formellement – que la confédération a souhaité ne pas poursuivre les échanges bilatéraux avec ses homologues polonais. La CFDT adopte là une attitude assez similaire à ce qu'elle avait fait suite au Printemps de Prague. Dans sa première réaction elle avait pris soin, tout en condamnant les événements, de se dissocier de toute manifestation anticomuniste, mais elle avait aussi fait le choix d'interrompre les relations avec les syndicats ayant approuvé l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Si elle a pu, par la suite, reconsidérer sa position, notamment avec les Hongrois, l'ouverture envisagée en 1970 avec les Polonais s'est vite refermée et dès lors les contacts entre la centrale et les représentants ouvriers ont été très limités.

Le Parti socialiste né à Épinay agit différemment. Des échanges avec le parti dirigeant polonais se sont instaurés à partir de 1971. En l'absence de documents, il est difficile de déterminer qui en a été l'initiateur, mais le parti a montré une certaine ouverture à cet égard. L'enjeu est important alors qu'Edward Gierek s'apprête à se rendre en France pour relancer les relations entre les deux pays. Sans doute des précautions de part et d'autre vis-à-vis de l'image qu'aurait pu renvoyer un voyage

officiel ont conduit en 1972 à son annulation. Mais, au-delà de cette péripétie, l'information donnée aux militants sur ce projet indique qu'il n'avait rien de mystérieux et même qu'il reposait sur des intérêts partagés. *L'Unité*, mentionnant le séjour de la délégation technique évoque par exemple les « nombreux points de convergences » apparus dans les conversations sur la sécurité et la coopération en Europe.

L'article d'un membre de cette délégation, Dominique Taddéi, éclaire l'état d'esprit, peut-être partagé, d'un responsable du parti intéressé à ces échanges. L'ancien « savariste » n'est pas tendre pour le régime dont il souligne, outre les oppositions rencontrées, les « fondements marxistes-léninistes » qui empêcheront une évolution « réelle », aussi en raison du maintien de l'alliance privilégiée avec l'Union soviétique. Mais il décrit aussi cette « expérience nouvelle [...] d'une classe politique d'obédience léniniste, décidée à épouser d'aussi près que possible les moindres revendications de la classe ouvrière » avec l'aide de responsables « qui n'avaient jamais cessé de prévenir, mais n'avaient jamais été écoutés ». L'illustration de l'article met aussi en évidence un Edward Gierek qui dialogue avec des mineurs, une image projetée par un nouvel article sur la situation polonaise quelques mois plus tard signé, cette fois-ci, par Jean Offredo. Avec l'élection de cet ancien mineur à Hénin-Liétard, admiré pour les succès économiques de la Silésie, la Pologne apparaît comme un régime davantage ouvert et en voie de modernisation. Jean Offredo prend soin ainsi de montrer ce qui atténue son « caractère communiste », telles la place de la propriété privée dans l'agriculture, les incitations financières à la production, la normalisation entreprise vis-à-vis de l'Église ou encore l'ouverture des relations diplomatiques avec la République fédérale allemande. Cela correspond à l'impression laissée aux socialistes lors de leur visite dans le pays : le sentiment d'avoir eu affaire à des dirigeants « lucides » soucieux de progrès économiques et voulant alléger la pression « bureaucratique ».

Peu d'éléments remettent en cause cette image, même le cas de Léopold Trepper. Cet ancien dirigeant du groupe résistant Orchestre rouge avait été victime de la campagne antisémite qui avait suivi les troubles de 1968. Sa famille s'était déjà enfuie et Léopold Trepper avait fini par demander à les rejoindre en France. Quelques mois plus tard, quand son cas est devenu public, notamment avec la mise en place d'un comité de soutien, le parti met à profit le séjour de sa délégation pour faire part de sa préoccupation à deux secrétaires du comité central du POUP, mais sans faire de déclaration publique. De même, Robert Pontillon encourage discrètement les autres partis socialistes européens à entreprendre des démarches similaires auprès des autorités polonaises, sans en faire état publiquement. Et lorsque la presse socialiste en vient à évoquer le cas, il s'agit davantage de mettre en difficulté le gouvernement français, accusé de ne pas faciliter cet accueil que de pointer une problématique structurelle du régime polonais à partir du sort d'un individu.

Le soutien aux dissidences

En 1976, des troubles sociaux, alimentés là encore par l'annonce d'une hausse des prix, agitent une nouvelle fois le pays. La nouvelle ne produit pas les mêmes réactions de la part de la CFDT et du Parti socialiste. Aucun communiqué ne paraît, mais l'hebdomadaire de la CFDT revient assez rapidement sur les événements en les inscrivant dans la lignée des récentes rebellions, vingt ans après Poznań, six ans après Gdansk et Szczecin, comme un *continuum* répressif qui empêche la libre expression des travailleurs. La préoccupation de l'auteur du texte concerne d'abord la place des syndicats, en pointant leur défaillance dans leur incapacité à porter les revendications de la classe ouvrière et « de prendre en charge leur mécontentement ». Les événements polonais lui permettent de rappeler les orientations du congrès de la CFDT sur la nécessité de l'autonomie syndicale « même dans les pays socialistes ». Lorsque la répression se déploie dans les mois suivants avec l'arrestation de nombreux activistes, ouvriers et intellectuels solidaires, ce qui fait naître le KOR, la centrale n'hésite plus à pointer la responsabilité du régime polonais. Un nouvel article paraît en décembre dans *Syndicalisme hebdo* qui indique, dès son chapeau, les « interrogations » de la centrale « sur le syndicalisme mais également sur les structures de pouvoir dans un État socialiste » ajoutant plus loin « les structures de pouvoir sont telles que dans la forme où elles existent, elles ne permettent pas la participation ni la confrontation populaires et encore moins la contestation, cependant nécessaire à toute vie démocratique pour un socialisme authentique ». Peu après la publication de ces articles, la CFDT s'érige en héraut des libertés, notamment au printemps suivant après la déclaration de son bureau national qui proclame que « la CFDT est en France la centrale syndicale des libertés ». Elle multiplie alors les actes de soutien aux dissidents, qu'ils soient russes, tchécoslovaques, hongrois ou polonais, tel l'accueil avec les trois autres principales organisations syndicales d'une conférence de presse des travailleurs de l'Est réfugiés à Paris au cours de laquelle Alexandre Smolar est intervenu pour rappeler la lutte des travailleurs polonais.

En revanche, *L'Unité* n'a pas rendu compte immédiatement des grèves de juin 1976. Certes, un article est paru en novembre pour décrire la « crise profonde » traversée par le pays, mais il traite davantage des difficultés d'Edward Gierek, pris dans une lutte de tendances, aux prises avec sa bureaucratie, que de la sévérité du régime. Les détenus arrêtés en juin sont à peine évoqués et il est surtout mis en avant la nécessité d'une « politique d'apaisement ». Par la suite, de brèves mentions témoignent d'un mouvement de contestation en Pologne mais cela se fait de façon très indirecte. Un article de Guy Perrimond, rédacteur-chef politique de *L'Unité*, qui évoque de façon générale les problèmes de libertés à l'Est, est illustré par des photographies « polonaises », reproduisant les usines Ursus de Varsovie (des usines de tracteurs dont les ouvriers avaient fait grève en 1976) et les chantiers navals de Gdansk. De même, en informant de la conférence de

presse organisée par les centrales syndicales, *L'Unité* relaie les propos d'Alexandre Smolar sur l'absence d'organisation qui représente véritablement les travailleurs en Pologne. Encore en février 1980, un article paraît sur la crise polonaise qui évoque la « courageuse activité » du KOR (Comité de défense des ouvriers) et la profondeur de la contestation mais dont l'auteur révèle surtout souhaiter que les dirigeants du POUP ouvrent les yeux et se saisissent des propositions réformatrices qui émergent au sein du parti, comme si le changement devait intervenir d'abord à l'intérieur de l'État.

Surtout, le parti se garde de tout acte public de soutien à la dissidence, alors que les sollicitations ne manquent pas. Quelques exemplaires de *Robotnik* (*L'Ouvrier*) parviennent jusqu'au secrétariat aux relations internationales, de même que les bulletins du Comité de solidarité avec les travailleurs polonais mis en œuvre pour aider le KOR (Comité de défense des ouvriers). Pontillon se permet même, à la réception de ces documents, de faire part à Daniel Mayer, dont il sollicite pourtant l'avis, son appréciation positive du mouvement puisqu'il lui écrit : « nous sommes bien évidemment assez favorables à la démarche ». Mais cela ne débouche pas sur une déclaration ou une manifestation publique.

Cela n'empêche pas le Parti socialiste d'intervenir le cas échéant, mais il le fait discrètement, notamment en mars 1980 pour défendre le cas d'Edmund Zadrozynski, un ancien délégué syndical de Grudziadz, collaborateur de *Robotnik*, emprisonné depuis plusieurs mois sous de fausses accusations, dont le sort a mobilisé de nombreux comités de soutien, en France et à l'étranger, et pour qui se sont activées diverses organisations dont la CFDT. Le Parti socialiste s'est tenu à l'écart de ces manifestations collectives, et lorsque le nouveau secrétaire chargé de l'international, Lionel Jospin, finit par écrire à l'ambassadeur de Pologne pour lui faire part de « l'émotion des socialistes français », il le fait au nom de son organisation seule. Auparavant, il y a aussi eu le cas d'un journaliste français, arrêté en Pologne (Philippe Ries qui travaillait pour *Information ouvrière*, organe de l'OCI) « pour avoir fait son métier d'informateur », ce qui conduisit Robert Pontillon à solliciter l'ambassadeur de Pologne. Alors sa lettre insistait sur le souhait du parti de « nullement donner un caractère publicitaire à [sa] démarche ». Ainsi, contrairement à celle d'autres pays de l'Est, la situation polonaise n'est pas utilisée, même après la rupture de l'union de la gauche, pour mettre en difficulté le Parti communiste français dans cette forme de « compétition » sur les droits de l'homme qui s'est instaurée entre les deux partis à partir de 1975.

Le maintien des relations diplomatiques

En parallèle les liens avec l'ambassade polonaise et le POUP ont été maintenus. Le parti polonais, par exemple, est présent au congrès de Pau en 1975 et l'est à nouveau à Metz en 1979. Il est même

significatif qu'après les grèves de juin, alors que commencent à se multiplier les voix dénonçant la répression, l'ambassade ait sollicité un entretien avec le premier secrétaire du parti, requête acceptée par les socialistes au début de l'année 1977. Le Parti socialiste est aussi représenté dans la délégation reçue à l'ambassade à l'occasion de la visite d'Edward Gierek en septembre 1977.

Pourquoi ce choix de maintenir les échanges ? Il semblerait qu'au sein du Parti socialiste, ils étaient plusieurs à croire en une évolution possible du régime qu'il fallait accompagner sur la voie de la démocratisation plutôt que condamner et s'en détourner, surtout à la toute fin de la décennie quand les difficultés économiques se sont accentuées. Au printemps 1980, le groupe de travail sur les pays de l'Est proposait de mettre en place des « échanges de travail » avec le POUP. Il tablait sur la conjoncture économique frappant le pays, et en particulier sur sa situation de dépendance extérieure, ainsi que sur ses inclinations à la détente, qui auraient conduit ses dirigeants à se montrer plus « souples » et les auraient ainsi amenés vers le dialogue. Le rapport introductif présenté par Lionel Jospin lors de la convention nationale du Parti socialiste sur la situation internationale en avril 1980 semble suivre cette voie. Il évoque « l'impasse des systèmes bureaucratiques » et la question « des libertés, de la Liberté », mais à des degrés divers selon les pays, précisant par exemple que « la Pologne n'est pas la Tchécoslovaquie ». Surtout, alors que la question de « réviser la politique internationale » se pose au vu de l'aggravation des tensions internationales, le rapport invite à la prudence, aussi parce qu'il existe des opportunités dans ces pays de l'Est qui pourraient conduire à une évolution interne de ces États. Il y a derrière cela la conviction que la Pologne n'est pas l'URSS, une conviction confortée par le VIII^e congrès du POUP auquel les représentants du Parti socialiste ont assisté, et qu'il fallait tout faire pour détacher encore plus les deux pays en tirant avantage des liens maintenus. Seulement, quelques semaines plus tard, les grèves massives, aux chantiers navals de Gdansk et ailleurs, entraînaient le départ d'Edward Gierek et bouleversaient la situation...

Assurément, sur ce plan, la position de la CFDT avait été bien différente. Les politiques internationales d'un parti et d'un syndicat comportent, par bien des aspects, des enjeux propres, d'autant plus lorsque le parti, comme le Parti socialiste des années 1970, se projette dans l'exercice de responsabilités l'amenant à développer une diplomatie qui puisse être de nature étatique. En outre, la CFDT est à l'époque soucieuse de se dissocier des partis de gauche. Cette stratégie à l'œuvre dans le recentrage se déploie aussi dans sa politique internationale, en particulier dans sa façon de se saisir de la problématique des droits de l'homme dans les pays de l'Est. Par ailleurs, sur ce plan, la situation polonaise possédait une caractéristique à laquelle plus facilement encore la centrale pouvait s'identifier : le rôle au premier plan des travailleurs dans l'expression d'une opposition au régime, contestant les syndicats officiels et affichant ainsi leur indépendance. Enfin la CFDT a pu être davantage sensibilisée à la dissidence polonaise du fait de l'ancienneté de ses

liaisons avec le pays. Au cours des années soixante, ses responsables internationaux avaient eu l'occasion de rencontrer l'intelligentsia catholique polonaise à travers le Club des intellectuels catholiques lié au groupe parlementaire Znack. Au début de la décennie 1970, ses responsables pouvaient encore être sollicités par les revues *Tygodnik Powszechny* et *Wież*. Ces réseaux catholiques, fréquentés aussi par Jan Kulakowski, le secrétaire général de la CMT, bien connu des responsables internationaux de la CFDT, formaient donc un canal d'information spécifique auquel la CFDT a pu avoir accès et qui a contribué à ce qu'elle adopte une autre position que le Parti socialiste.

La Pologne n'a donc pas été occultée par le Parti socialiste, comme le montre la régularité des articles dans *L'Unité* (une dizaine en neuf ans). Seulement, face aux manifestations dissidentes ou populaires, le parti a plutôt eu tendance à faire confiance aux réformateurs à l'intérieur du gouvernement d'Edward Gierek au point de penser en 1980 pouvoir travailler avec eux. Le parti procédait donc avec la Pologne différemment qu'avec la Tchécoslovaquie ou l'Union soviétique. Était-ce une particularité propre à ce pays ? Pour répondre à cette question, il faudrait pouvoir comparer de manière plus fine avec les autres régimes de l'Est. Peut-être l'histoire des tragédies polonaises, d'un pays souvent victime de velléités impérialistes, une histoire rappelée à intervalles réguliers dans les colonnes du journal, participait à la construction de cette représentation. Toutefois, cela n'empêchera pas le Parti socialiste d'abandonner ses précautions et de se ranger publiquement aux côtés de Solidarnosc dès la fin de l'été 1980. Certainement le contexte de l'élection présidentielle et la nécessité de se distinguer du Parti communiste français encourageaient cette initiative, mais aussi parce que la démonstration autonomiste des grévistes et leur ténacité révélaient l'écart profond entre la population polonaise et ses dirigeants.

Bibliographie complémentaire

- Seweryn Blumsztajn, *Je rentre au pays*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
- Robert Brier (ed.), *Entangled Protest. Transnational approaches to the History of Dissent in Eastern Europe and the Soviet Union*, Osnabrück, Fibre, 2013.
- Fernando Claudin, *L'Opposition dans les pays du « socialisme réel ». Union soviétique, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne (1953-1980)*, Paris, PUF, 1983.
- Michael Christofferson, *Les Intellectuels contre le gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, 2014.
- Jean-Claude Famulicki, « 1976-1990. 15 ans de presse hors censure en Pologne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 46, avril-juin 1997, p. 18-23.

- Idesbald Goddeeris (ed.), *Solidarity with Solidarity. Western Trade Unions and the Polish Crisis, 1980-1982*, Lanham, Lexington Books, 2010.
- Valentine Lomellini, « Les Relations dangereuses ». *French socialists, communists and the Human Rights Issue in the Soviet Bloc*, Bruxelles, Peter Lang, 2012.
- Marie-Pierre Rey, « La gauche française face à la perestroïka », *Communisme*, n°76-77, 2003-2004, p. 141-167.